Les droits de l'Homme captés par la Terreur

Le 11 septembre 2001 a constitué un véritable focalisateur de toutes les législations d'exceptions. Le *Patriot Act* est la racine de celles-ci. Nous en retrouvons trace dans les *lois Perben I et II* et dans les législations européennes en matière de flux trans-frontière. La terreur est ici utilisée comme un nouveau moteur d'expansion généralisée de la doctrine de la sécurité nationale qui avait été expérimentée lors de la guerre froide. Si l'ennemi n'est plus communiste, il serait devenu islamiste et il serait partout... D'où la nécessité d'un contrôle accru de la population, qu'elle soit nationale ou étrangère, car le but est de rendre cet état d'exception permanent, voire de la justifier au nom des droits de l'homme au rang desquels figurerait en premier lieu le droit à la sécurité et non plus la liberté.

Ce colloque - qui se déroule lors du quarantième anniversaire du Syndicat de la magistrature - souhaite faire intervenir les principales ONG qui résistent à ce recul des libertés civiles et politiques.

- La **Fédération Internationale des Droits de l'Homme** pourrait intervenir sur l'aspect français et européen de la contamination du droit commun par la logique de lutte contre le terrorisme. Éléments constatés bien avant le 11 septembre 2001, telle qu'à l'occasion de « l'affaire Chalabi », époque où Charles Pasqua, Ministre de l'intérieur, voulait « *terroriser les terroristes* ».

- **Human Rights Watch** interviendrait alors sur la série de mesures d'exceptions prises sous la présidence BUSH à la suite du 11 septembre, au mépris de la loi fondamentale, mais aussi des textes internationaux (Convention de Genève). Ces mesures, telles que la pratique de la « restitution extraordinaire », l'interdiction du territoire aux personnes soupçonnées de délits en relation avec le terrorisme ou encore l'expulsion pour motif de « sécurité nationale » sont désormais des pratiques courantes en France.

- **Amnesty International**, dont le rapport annuel (2007) observe que « *la politique de la peur a dominé l'année 2006. Des dirigeants sans principes ont délibérément manipulé les inquiétudes pour susciter des divisions, réprimer l'opposition et éviter d'avoir à rendre des comptes. Des gouvernements ont entretenu un climat d'intolérance, propice aux conflits et aux exactions, créant un véritable espace de non-droit que des entreprises et des groupes armés ont exploité à leurs propres fins.* » L'exploitation économique, les restrictions de l'immigration aux frontières, la

chasse à l'étranger sont les diverses facettes d'une même démarche qui veut interioriser la peur au détriment de la liberté.

- **MEDEL** (Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés), association qui regroupe dix-sept organisations, a découvert en 2007 qu'elle avait été espionnée par les services secrets italiens (SISMI). Sans doute, son rôle actif pour la promotion d'une culture judiciaire européenne en lien étroit avec des organisations internationales, parmi lesquelles la Commission européenne et le Conseil de l'Europe inquiète certains... MEDEL s'est confrontée aux divers aspects de la création de l'espace judiciaire européen, ainsi qu'à la nécessité d'un statut européen de la magistrature, comme en témoigne la Charte européenne relative au statut du juge et du procureur. Cette limitation de la raison d'Etat par l'indépendance d'un pouvoir judiciaire permet d'aboutir au respect des valeurs propres à l'Etat de droit démocratique. Hélas, il s'agit d'une longue histoire faite de retours en arrière et d'avancées dont le représentant de Medel se fera le porte parole.

La direction des débats sera assurée par Didier Bigo, Professeur de Sciences politiques des relations internationales (également *Visiting professor* du département des *Wars studies* au King's College London entre 2004 et 2008. Il est actuellement Coordinateur scientifique du projet Européen *Challenge for Liberty and Security in Europe* (<http://www.libertysecurity.org/>).

Les interventions devraient durer environ 20 minutes environ, seraient suivies d'un débat avec le public et clôturées par Robert Badinter (non confirmé).

Le texte des interventions à la tribune et dans la salle feront l'objet d'une publication dans un ouvrage édité pour cette occasion.

Contacts: syndicat-magistrature@wanadoo.fr et gilles.sainati@cegetel.net